

Front Ouvrier

SIÈGE : 4, rue de Marseille, 4
LYON Tél. PARMENTIER 08-64

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! »

ABONNEMENT POUR 24 NUMÉROS : 50 francs
Prix du numéro : 3 fr.

ROMPONS L'UNION SACRÉE

ANNIVERSAIRE

Le dimanche 26 mai, Paris a commémoré le souvenir de la Commune de 1871 ; le 28 mai 1871, les derniers communards, traqués dans le cimetière du Père-Lachaise, tirant les dernières cartouches à travers les tombes, étaient mis hors de combat par l'armée du sinistre Thiers. C'était la fin d'une lutte sanglante qui depuis une semaine opposait dans Paris les troupes révolutionnaires de la Commune à l'armée versaillaise aux ordres du gouvernement bourgeois. Lutte implacable, acharnée, comme toute lutte de classes. Les Versaillais vainqueurs fusillèrent, massacrèrent, torturèrent hommes, femmes, enfants, qui meurent avec un admirable courage. Les aristocrates du faubourg Saint-Germain se vengent de la peur qu'ils ont eue en crevant les yeux des vaincus enchaînés de la pointe de leurs ombrelles. C'est un massacre forcené, systématique. Les survivants seront traînés devant les tribunaux. — Louise Michel brave le tribunal : « si vous n'êtes pas des lâches, tuez-moi ! » — emprisonnés, déportés. Thiers avait réalisé l'extermination d'une partie de la population parisienne. La grande cité, exsangue, ne devait plus, pour un temps, inquiéter ses maîtres bourgeois.

La Commune, pour qui tous les révolutionnaires d'Europe s'enthousiasmaient, fut saluée par K. Marx comme la première révolution prolétarienne européenne. Elle a été vaincue, vaincue par le gouvernement réactionnaire de Thiers, Thiers et Bismarck s'entendirent parfaitement pour écraser la Commune ; exactement comme Pétain s'entendait avec Hitler pour réprimer les grèves et écraser tout soulèvement ouvrier : Bismarck aida Thiers, le chef d'un gouvernement qu'il venait de vaincre, à reconstituer son armée. Il l'autorisa à avoir 130.000 hommes de troupes au lieu des 30.000 prévus par l'armistice. Car les bourgeoisies qui poussent les prolétaires à s'entretenir au nom de haines nationales savent fort bien, elles, fraterniser quand leur domination est menacée.

Certes, les communards commirent des fautes : ils ne surent pas entraîner derrière eux la province ; ils manquèrent de hardiesse, sinon de courage, et laissèrent toujours à Thiers l'initiative des opérations. Ils laissèrent Thiers reprendre en mains l'armée qu'ils auraient pu gagner à leur cause par une propagande de fraternisation bien faite. Surtout, ce qui leur manqua, ce fut un parti révolutionnaire qui se mit hardiment à la tête des événements. Ce que fit le parti bolchevik en Russie en 1917. Avec ses faiblesses et ses erreurs, la Commune n'en reste pas moins un magnifique exemple des possibilités révolutionnaires du prolétariat.

A. THIERRY.

LES GRÈVES

Devant la recrudescence de l'action directe, les bons bourgeois réagissent avec indignation : « Alors », pensent-ils, « cela va recommencer ? » Et, en effet, il est très désagréable aux repus que les affamés crient leur souffrance ; les cagouleurs n'aiment pas qu'on prenne au sérieux le mot d'ordre de l'épuration ; les représentants des trusts trouvent du plus mauvais goût que la classe ouvrière entende poursuivre autrement qu'en paroles la question des nationalisations.

Pendant quatre années, sous la botte des nazis et de Vichy, les travailleurs endurèrent les privations, les déportations, l'assassinat et le mouchardage. La Radio de Londres et plus tard celle d'Alger leur apportaient chaque soir ses promesses : « Procureur Sennequier, nous avons sur vous un dossier très complet, vous serez fusillé ! » « Pour libérer la France, nous appliquerons le programme du C.M.R. ». Le gouvernement s'est installé à Paris, Sennequier a été... mis en congé avec pension, le programme du C.M.R. est resté lettre morte. La vague de fond de septembre 44 a été canalisée et contenue : « Tout pour la guerre, finir la guerre d'abord », dirent de bons esprits. Il fallait accepter encore quelques mois la tyrannie de l'argent pour vaincre la tyrannie nazie.

Et maintenant la guerre est terminée en Europe ; les travailleurs se sont souvenus des promesses et veulent qu'enfin leur sort s'améliore. Mais les Teitgen, Plevin Dautry, Mayer, Parodi, de Menthon et Ramadier ne l'entendent pas de cette oreille ; les trusts tout-puissants exigent pour le peuple des restrictions aggravées.

(Suite à la page 2.)

La Résistance à un tournant

Au lendemain de la libération, la Résistance apparut au grand jour. On allait voir ce qu'on allait voir. Et, tout d'abord, épuration énergique, nationalisations rapides, confiscation des bénéfices illicites, etc. Depuis, de nombreuses semaines ont passé... et l'on a vu. On a vu l'épuration au ralenti sabotée à qui mieux mieux par une magistrature encore acquise aux idées réactionnaires. On a vu les nationalisations sabotées sur une grande échelle, le parti radical déclarer que ça allait encore trop vite, les banques s'enrichir comme jamais auparavant. On a vu les bénéfices illicites se transformer en emprunt de la libération. On a vu rester ou disparaître aux leviers de commande les sbires sanglants de Vichy ou les politiciens tarés de la III^e République. On a vu ressusciter la S.F.I.O., le parti de Blum-la-faillite, le parti radical soi-disant en voie de rajeunissement, les partis de droite et leur « Figaro ».

On a vu le marché noir continuer à s'étaler de plus belle. On a vu les prix doubler, les tarifs augmenter. On a vu l'incapacité universelle de la bourgeoisie à remettre en marche l'économie. On a vu le capitalisme international étendre sa griffe.

Est-ce pour cela que des milliers et des dizaines de milliers de militants sont morts dans les bagnes nazis, dans les chambres de tortures ou les « usines de mort », que des centaines de milliers de déportés souffrent, est-ce cela que nous allons offrir à leur retour aux milliers de prisonniers qui espèrent ?

Prenez garde, capitalistes ! Devant vos manœuvres criminelles et votre sabotage, le peuple se tait, baisse la tête et serre les poings de rage ; mais il n'est pas vaincu.

Vous avez fait une bonne opération : escamotée la libération sociale ! escamotées les réformes de structure ! La paix n'est pas encore là, le pain est

aussi rare qu'avant, la liberté n'est que celle qui vous permet de continuer à exploiter encore et davantage les ouvriers et à voler les paysans.

Mais vous avez fait une erreur de tactique. Vous avez voulu aller trop vite — la manœuvre est vraiment trop apparente.

Et dans tout cela, que fait la résistance ? Nous voulons bien dire que fait-elle et non pas que dit-elle ? — car pour dire elle ne s'en prive pas. On admoneste par-ci, on gronde par-là, on tempête ailleurs.

Mais enfin, tout le monde était d'accord pour nationaliser immédiatement ! Qu'attend-on ? Tout le monde dans la résistance voulait une épuration rapide ! Tout le monde voulait la confiscation des bénéfices illicites ! Tout le monde voulait que l'on s'oriente rapidement vers le socialisme constructif. Rien ou presque rien n'est fait — pourquoi ?

N'allez pas chercher bien loin le secret de cette faillite : c'est que, dans cette résistance telle qu'elle est apparue en septembre 44, se trouvaient précisément... des capitalistes.

Oui, ceux-là même qui avaient fait les bénéfices illicites, ceux-là même qui ne désiraient pas d'épuration — et pour cause — ; ceux-là même qui auraient été les premières victimes des nationalisations.

Voilà le secret de tant d'échecs et de lenteur.

Désormais, le dilemme est le suivant : ou la résistance continuera à conserver la forme d'un pont entre la bourgeoisie capitaliste et les travailleurs, et elle ne pourra aller que de recul en recul... ou les ouvriers et les paysans rompront cette coalition mortelle et ils pourront amener l'immense majorité du peuple français vers le socialisme qui distribuera les privilèges d'une infime minorité d'exploiteurs.

Nous, nous avons déjà choisi
TELL.

Pour une démocratie syndicale

Léon Jouhaux est rentré d'Allemagne et a repris son poste de secrétaire général à la C.G.T. Ce fait si naturel en apparence pose en réalité un problème très grave car, dans leur immense majorité, les travailleurs n'ont pas en Jouhaux une confiance illimitée. Je ne veux pas faire ici une biographie du secrétaire de la C.G.T., il est cependant une phase assez récente de la vie syndicale qui porte son empreinte, c'est la grève manquée de novembre 1938, et ce seul fait justifierait pleinement la méfiance des travailleurs envers un homme qui, consciemment ou non, les a livrés à la répression.

Aujourd'hui on essaie de faire oublier ces choses-là. A la réunion des secrétaires et délégués des Métaux du 22 mai, Entzmann, abordant ce sujet si délicat, adjura les travailleurs de ne pas attaquer Jouhaux, pour ne pas briser l'unité syndicale.

Il est certain que l'unité syndicale est indispensable à la classe ouvrière pour mener à bien ses revendications et la lutte pour son émancipation ; mais elle ne justifie aucunement la présence à la tête de la C.G.T. d'un homme dans lequel la majorité des syndiqués n'a plus confiance. Il est certain qu'il n'est pas possible d'éliminer bureaucratiquement Jouhaux de son poste, car la C.G.T. est un organisme démocratique et, par conséquent, cela poserait le problème de tous les dirigeants syndicaux en place actuellement. Il faut donc de toute urgence convoquer un congrès de la C.G.T. qui se prononcera souverainement. De cette façon seulement l'ensemble des travailleurs se prononcera pour ceux qui ont gardé sa confiance et nettoiera impitoyablement l'organisation syndicale de tous les éléments douteux ou incapables.

Que faire de l'Allemagne ?

« Notre dessein inflexible est de détruire le militarisme allemand et le nazisme. » C'est aussi celui du prolétariat révolutionnaire mais nous ajouterons que notre dessein est de détruire tous les fascismes présents et à venir. Et parce que nous savons que c'est l'impérialisme pourrissant qui est le fumier sur lequel pousse la plante venimeuse du fascisme, nous pensons que le fascisme menacera le monde tant que le capitalisme subsistera. Est-ce aussi la pensée des trois grands ?

Nous avons beau lire et relire les déclarations qui ont marqué la fin des entretiens, pas un mot sur ce problème crucial.

A l'autre guerre aussi on parlait de désarmer l'Allemagne, de détruire son industrie de guerre, d'exterminer le militarisme. Le capitalisme mondial a, en définitive, laissé à l'Allemagne ses cadres bourgeois, son état-major, son industrie. Et pourquoi ? Parce que le capitalisme allemand avait besoin d'une armée pour mener la révolution allemande, parce que les vainqueurs capitalistes trouvaient avantageux de prêter aux industriels allemands des capitaux à faire fructifier.

On nous explique que l'on va « détruire à jamais l'état-major allemand qui a toujours provoqué la résurrection du militarisme en Allemagne ». D'accord, mais comment ? Est-ce en plaçant Paulus et ses généraux à la tête de la nouvelle Allemagne démocratique ? Est-ce en pendant tous les militaires haut et court aux branches des arbres de la Forêt Noire ? Est-ce en leur enlevant leurs épaulettes ? Pour nous, il n'y a qu'une façon de détruire le militarisme allemand ou autre, c'est de supprimer la cause des guerres : le capitalisme.

Il faut aussi, nous dit-on, « contrôler l'industrie allemande qui pourrait servir à la production de guerre ». Encore d'accord, mais qui va contrôler ? Les trusts ? En ce cas, nous savons ce qui nous attend à brève échéance. Que le vent change de côté, que les conflits économiques s'accroissent, et nous verrons les « contrôle » devenir l'objet de lutte entre capitalistes. Conséquence (vous l'avez déjà deviné) : l'industrie allemande re-

voilà le seul moyen, sans nuire à l'unité, de réveiller la démocratie syndicale en train de s'endormir.

travaillera pour la guerre, soit au compte de l'Allemagne, soit au compte d'un autre impérialisme. Le contrôle n'aura sens et valeur que s'il est exercé par les ouvriers de tous les pays, en dehors de toute influence capitaliste, c'est-à-dire par le prolétariat socialiste qui se propose comme but d'abattre la bourgeoisie allemande et tous les autres capitalistes.

Car il faut abattre la bourgeoisie allemande, oui, car c'est elle qui, appuyée par les trusts mondiaux, a financé Hitler et l'a hissé au pouvoir. Pourquoi les Trois Grands n'ont-ils pas dit un seul mot à ce sujet ? Pourquoi ne l'ont-ils pas dit ? « La bourgeoisie allemande, responsable du fascisme, doit être dépossédée, et les trusts qui l'ont appuyée, à quelque pays qu'ils appartiennent, seront dissous : les usines et les entreprises ainsi libérées seront remises aux ouvriers et aux paysans qui se sont fait casser la figure. » Pourquoi ne l'ont-ils pas dit ? Je suis sûr qu'une telle affirmation aurait alors donné à la paix qui se prépare un véritable coup de pouce.

Au lieu de cela, cette paix modérée 1945 nous rappelle douloureusement 1918. On parle encore de la S.D.N., du Bureau International du Travail ! Nous voudrions savoir si ceux qui mettent en avant ces moyens de sécurité collective sont sincères. Dans l'affirmative, nous leur conseillons de relire avec attention l'histoire diplomatique de 1933 à 1939. On nous dit aussi « sécurité collective », phrase creuse et mensongère dans un monde miné par les contradictions d'un capitalisme à l'agonie mais qui, comme un vieillard stupide et cruel, veut, avant de mourir, détruire tout pour ne rien laisser au socialisme qui naît.

Nous voulons le châtiment des nazis et de tous ses soutiens, quelle que soit la nationalité de leur trust.

Nous voulons détruire toute cause de guerre.

Nous voulons une paix durable.

Pour cela il faut abattre le capitalisme mondial.

J'aurais à dire : « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage. » De nos jours il aurait ajouté « et le fascisme ».

Pour en finir avec toutes les guerres et tous les fascismes, il faut abattre l'impérialisme mondial.

LA REVOLUTION SOCIALISTE
LE FERA !

DIDIER.

Ça sent le pétrole

Savez-vous que la consommation actuelle du pétrole avoisine 1 milliard de litres par jour. Or, les réserves possédées par les Etats-Unis sont évaluées à environ 6 milliards de tonnes. C'est-à-dire que si le rythme actuel de consommation se poursuivait, les Etats-Unis n'auraient plus que quelques années de carburant en réserve. A quoi servirait-il aux magnats de l'industrie américaine de contrôler la production métallurgique s'ils ne pouvaient en même temps contrôler son complément indispensable, le pétrole.

Ce qui explique la recherche par les U.S.A. de nouveaux gisements, en particulier à l'île Bahrein, dans le Golfe Persique, et la tendance des trusts américains à supplanter les trusts britanniques dans toute cette région. Les trusts anglais, en passe d'être évincés, cherchent à arracher à un impérialisme plus faible, en l'occurrence l'impérialisme français, ses positions en Syrie et au Liban. Quelle belle occasion de pousser les Syriens et les Libanais vers ce qu'ils croient leur indépendance et qui ne sera qu'un autre joug.

TELL.

PEUPLE voici tes maîtres !

LA BANQUE DE FRANCE (3)

Le conseil général de la Banque de France a gardé l'allure d'un cercle aristocratique où nulle industrie n'est admise que si elle justifie d'une fortune solide, consacrée par un demi siècle au moins de durée. On aurait peine à découvrir parmi les quatre-vingt-quinze sociétés administrées par les régents, une seule entreprise travaillant directement pour la consommation, dans des conditions normales de concurrence.

On n'y trouvera rien de ce qui concerne la nourriture, le logement ou le vêtement de 40.000.000 de Français. Toutes ces affaires éparpillées, soumises aux risques communs, n'intéressent pas les régents ; une exception pourtant : une raffinerie de sucre, parce qu'elle appartient à la dynastie say.

En somme, seules participent à la direction de la Banque de France, les vieilles banques de gestion, les assurances et l'industrie à monopole (public ou privé), qu'on appelle généralement les trusts. On retrouve ici un aspect de la lutte entre la grosse industrie et l'industrie légère ou industrie de consommation. Les trois recteurs d'économie qui y sont représentés ne risquent pas eux, de se trouver adversaires et de rétablir par leur concurrence une sorte d'équilibre, car chaque groupe représenté a consenti à admettre dans les conseils d'administration qu'il contrôle un ou deux ou trois régents appartenant aux groupes ; par exemple, M. de Neufville, le banquier, se trouve collègue des Rothschild, au P.L.M., et membre du conseil de Surveillance du Crausot.

Amis entre eux par de multiples liens

LA CRISE ANGLAISE

On peut penser ce que l'on voudra des travailleurs anglais, et dans ces colonnes nous ne nous sommes jamais gênés pour exprimer notre opinion à leur sujet. Mais, enfin, reconnaissons que cette fois-ci ils ont pris leur responsabilité. Déjà, au moment de l'affaire grecque, on avait vu leur aile gauche avec Bevan protester contre l'intervention armée et contre la calomnie déversée par les journaux conservateurs de Churchill sur les partisans de l'E.N.A.M. Aujourd'hui, le parti travailliste a rompu la coalition gouvernementale, provoquant ainsi la démission du cabinet et de nouvelles élections. De plus, ils n'ont pas hésité à faire cela au moment où s'engagent les premières négociations de paix et en sachant que cela affaiblirait considérablement la position de Churchill. Certes, la rupture n'est pas toujours très franche, et l'on voit avec regret certains leaders jeter des fleurs au Premier britannique. Mais, enfin, ces fleurs ressemblent un peu à des couronnes mortuaires.

Le peuple français aussi a exprimé qu'il en avait assez des conservateurs, les élections municipales ont marqué ce verdict, les grèves l'ont confirmé. Gouvernement P.C. - P.S., voilà ce que veulent les travailleurs de notre pays. Qu'a fait le gouvernement ?

On a remplacé De Menthon par Teitgen par Soutelle et Ramadier par Pineau, c'est-à-dire blanc bonnet et bonnet blanc, avec cette différence qu'en donnant à un cégétiste la succession d'un incapable, on compte discréditer les syndicats aux yeux des ouvriers.

De la part du gouvernement nous comprenons une telle attitude, mais ce que nous ne comprenons pas du tout, c'est que le bureau politique du parti communiste, toutes réserves faites, accepte de continuer sa collaboration au gouvernement dans de telles conditions, ainsi que le parti socialiste.

En Angleterre, le parti travailliste a pris ses responsabilités.

(Suite à la page 2.)

NOUVELLES D'ALLEMAGNE

La situation des déportés libérés de la région de Carlsruhe ne s'est guère améliorée depuis notre dernière rubrique à ce sujet. La ration alimentaire au camp est de 500 calories par jour, au lieu des 1.500 calories qui constituent un minimum pour un homme au repos. On n'arrive pas à avoir de la farine en suffisance pour constituer une avance et le pain est tout noir. Il est de même pour les Allemands qui déterrèrent les pommes de terre à peine plantées pour les manger — nos renseignements ne concernent, comme nous l'avons dit, que la région de Carlsruhe —. Les enfants du camp sont tous rachitiques car on n'a pas de farines pour ajouter à leur ration de lait ni de vitamines. La gale sévit et le savon est si rare qu'on doit le réserver aux enfants âgés de moins de 3 ans. Les malades graves sont évacués sur les hôpitaux militaires. Les familles séparées ont pu rarement être réunies et maintenant encore on doit envoyer les Polonais ou les Italiens libérés soigner leur tuberculose en France. Les accords internationaux semblent être ce qui manque le plus ; les minorités et particulièrement les juifs continuent souvent à être opprimés. Des convalescents de typhus sont arrivés au camp, avec quoi va-t-on pouvoir remonter ces hommes qui sont dans un état de faiblesse dépassant toute imagination ? La guerre est terminée, on ne peut plus nous dire : « la victoire avant tout » ; il n'y a plus qu'un priorité : « les déportés avant tout » !

Etienne PROST.

d'affaires, les douze régents forment un véritable gouvernement, stable, capable d'une action efficace et prolongée (à suivre.)
Claude EYRAND.

ABONNE-TOI !

SUR LE FRONT OUVRIER

APRÈS LA PRISE DE LA PRÉFECTURE

Lorsque commença, le 15 mai 1945, le défilé des travailleurs en grève autour de la Préfecture, on aurait pu penser qu'une fois de plus tout ceci se terminerait par une sage rentrée chez soi, qu'une fois de plus cela ne servirait à rien. Et pourtant ce cortège avait une toute autre allure que ceux qui eurent lieu jusqu'à ce jour et notamment celui du 1^{er} mai. On sentait une volonté plus nette chez les travailleurs d'obtenir enfin un résultat. Aussi, lorsqu'à 17 heures, les grilles de la Préfecture furent enfoncées et que la foule ouvrière envahit le bâtiment et la cour, il fut évident que cette fois-ci chacun avait bien l'intention de ne s'en aller qu'après avoir obtenu satisfaction. Et, lorsqu'à tour de rôle, les camarades Entzman et Tardivier prirent la parole pour essayer de faire évacuer la Préfecture aux manifestants, ceux-ci, surpris tout d'abord de trouver sur leur chemin des responsables syndicaux, ne manquèrent pas de réagir assez violemment.

Quant à Yves Farge, lorsqu'il fut en présence des délégations qui réclamaient les rajustements des salaires, la parité avec Paris, un meilleur ravitaillement, etc., visiblement désemparé, il ne sut que leur parler des maisons pour enfants qu'il faisait installer à Mégevè, et de l'expérience Berliet. Toutes ces tentatives, des uns pour adoucir la manifestation, des autres pour détourner les questions les plus importantes, montrèrent au premier chef le désarroi dans lequel se trouvent des hommes incapables de se mettre à la tête des travailleurs pour les mener à la lutte, incapables de prévoir jusqu'où peut aller l'impopularité populaire, incapables surtout de comprendre que le temps des demi-mesures et des compromis est définitivement révolu.

Denis réusit enfin à endiguer les manifestants vers la Bourse en leur promettant d'y apporter des résultats concrets de son entrevue avec Farge. Le camarade Denis annonça qu'Yves Farge avait accordé aux travailleurs lyonnais la parité des salaires avec Paris et qu'il téléphonerait à Ramadier pour obtenir une amélioration du ravitaillement pour Lyon.

Or qu'est-il résulté de toutes ces promesses ?

En ce qui concerne le ravitaillement, absolument rien.

En ce qui concerne les salaires, il fut clair, dès le lendemain, que, en fin de compte, le ministre du travail se contenta, après des négociations avec la délégation lyonnaise, de ramener de 12 % à 5 % la différence entre Paris et Lyon.

Les travailleurs lyonnais ont indubitablement obtenu un résultat, mais nous dénonçons avec vigueur la méthode qui consiste à faire des promesses à la classe ouvrière, des promesses qu'on n'est pas sûr de pouvoir tenir.

Que signifie enfin ce maquignonnage qui consiste à refuser la parité des salaires avec Paris ? Est-ce que les produits fabriqués à Lyon ou tout autre centre industriel se vendent moins cher sur le marché national que ceux fabriqués à Paris ? ou est-ce que le gouvernement protège tout simplement le bénéfice des capitalistes ?

Mais, en fin de compte, tout cela perd de son importance, quand on sait que chaque hausse des salaires est non seulement suivie mais précédée d'une hausse des prix qui annule automatiquement les maigres avantages acquis.

A la conférence sur les salaires du 22 octobre, notre camarade Manonbre a déclaré que les travailleurs doivent rester vigilants car les hausses consenties aux industriels (fonderie 150 %, machines-outils 200 %, machines agricoles 240 %) ne manqueraient pas de se représenter sur le coût de la vie. Ce qui est étonnant, c'est qu'il ne propose aucune solution à cette course-poursuite entre les salaires et les prix, course qui ne manquera pas de terminer par une catastrophe financière sans précédent. Or, cette solution a été proposée à un meeting de la Bourse.

ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES À PARTIR D'UN MINIMUM VITAL :

Cette solution est la seule qui puisse freiner la hausse du coût de la vie, soit permettre aux travailleurs de la voir se répercuter automatiquement sur leur salaire.

Camarades : si nous voulons sortir de nos misérables conditions d'existence actuelles, il faut obliger le capitalisme à céder du terrain, il ne faut pas nous contenter de promesses.

TOUS POUR L'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES !
MAGNEUX.

DU TRAVAIL ET DU PAIN POUR TOUS

QUE FAIT LA BOURGEOISIE ?

- Elle sabote les nationalisations !
- Elle impose la vie chère !
- Elle maintient le chômage !
- Elle maintient l'anarchie économique !
- Elle arrête l'épuration !
- Elle désarme le peuple !
- Elle mène sa guerre !
- Elle prépare sa paix !
- Elle renforce son pouvoir !

QUE VEULENT LES TRAVAILLEURS ?

- La nationalisation et socialisation des grandes entreprises sans indemnités ni rachat.
- L'échelle mobile des salaires à partir d'un minimum vital.
- L'échelle mobile des heures de travail.
- Le contrôle ouvrier de la production par les Comités d'entreprises.
- Un plan de production contrôlé par la C. G. T.
- L'épuration par les tribunaux populaires.
- L'armement du peuple.
- La paix internationale par la défaite intérieure du fascisme et le renversement mondial du capitalisme.
- L'instauration du gouvernement ouvrier et paysan !
- Les États-Unis socialistes d'Europe et du Monde.

OUVRIERS, PAYSANS, rompez toute coalition avec la bourgeoisie, supprimez du fascisme d'hier et de demain !
LA CLASSE TRAVAILLEUSE au pouvoir !

GRÈVE A GRENOBLE

Trente mille travailleurs répondirent à l'appel de l'U.D. Trente mille travailleurs, métallos, cheminots, postiers, employés ont débrayé à 16 heures.

La réunion s'est faite au Vieux Manège où trois mille personnes à peine peuvent s'y entasser, alors que l'immense Palais de la Houille Blanche n'est utilisé que pour les bals des J.R.F. (ex I.C.J.) au profit des bonnes œuvres, et non pour les salariés qui réclament de quoi manger. Les grévistes étaient venus pleins d'ardeur et d'enthousiasme. Ils en avaient trop sans doute ! et pour les calmer on leur administra plus de deux heures de discours au lieu de poser les revendications, de les adopter et de les porter à la préfecture.

Seul, Machot, du syndicat des fonctionnaires, fit ressortir tout le tragique de la situation des travailleurs et rappela que déjà avant 39 ils avaient réclamé l'échelle mobile des salaires, qu'ils seules, permettrait aux salariés de rester en rapport avec le coût de la vie. C'est certainement la revendication la plus osée aux yeux de la bourgeoisie qui soit lancée au cours de cette réunion. Mais pourquoi l'U.D. ne l'a-t-elle pas fait sienne ? Cette grève a manqué de préparation car elle a été décidée brusquement. Et, pourtant, les pénibles conditions de vie des travailleurs ne datent pas d'hier. Enfin, à 19 heures, les manifestants se rendent en cortège à la Préfecture et on remarquait le drapeau jaune des travailleurs indochinois suivi de la pancarte : « Union des travailleurs français et indochinois ».

Seule, la délégation pénètre à la Préfecture. Clerc, de l'U.D., donne les résultats de l'entrevue : des promesses !... « Pas de promesses, répondent les travailleurs, c'est toujours la même chose... Il faudra faire la grève générale. — La prochaine fois nous viendrons avec des mitraillettes » crient des voix dans la foule qui l'interrompt sans cesse. Le préfet vient au balcon et assure aux travailleurs qu'il fera tout son possible mais il n'y peut rien pour l'instant. « Et si je ne réussis pas je recommencerai ». De toute façon, les travailleurs grenoblois reviendront jusqu'à satisfaction complète.

Pour terminer, Machot s'écrie : « Et si, la prochaine fois, il faut revenir avec des mitraillettes, je serais avec vous... » Et tous les délégués syndicaux aussi, espérons-le.

Après un 1^{er} mai qui s'agitait autour de « journée de choc » au profit des patrons et où les ouvriers montrèrent tout leur dynamisme et leur désir de finir avec la capitulation devant la réaction, cette grève a encore montré une fois de plus l'impopularité des dirigeants syndicaux à organiser la lutte. Pourquoi, au 1^{er} mai, les ouvriers ont-ils dû ranger les pancartes où s'inscrivaient leurs revendications et leurs drapeaux rouges pour aller au monument aux morts ? Est-ce que ces revendications ne sont qu'à usage interne pour les seuls ouvriers et qu'il ne faut pas que les hautes personnalités civiles et militaires les connaissent ? En rompant l'union sacrée, que deviendra la politique nationaliste de la C.G.T. ? Il lui faudrait combattre ses amis d'hier. Ce combat effraie-t-il les dirigeants syndicaux ?

Travailleurs, groupons-nous et exigeons dans nos syndicats les mots d'ordre :

- L'échelle mobile des salaires à partir d'un minimum vital.
- L'échelle mobile des heures de travail.
- Le contrôle ouvrier de la production par les Comités d'entreprises.
- Un plan de production contrôlé par la C.G.T.
- L'épuration par les tribunaux populaires.
- L'armement du peuple.

LES MÉNAGÈRES A L'ACTION

Dernièrement, dans la commune d'Irigny, les ménagères se sont opposées au départ du collecteur du Ravitaillement qui venait sur le plan local ramasser les œufs et les chevreaux.

Sans aucun incident, cette réalisation s'est vue menée à bien.

Le lendemain, les œufs déposés en mairie, pour éviter tout abus, ne purent en sortir. Le maire, M. Peymel, s'obstinait et voulait que ce collecteur retourne au Ravitaillement général. Les ménagères, groupées devant la mairie, nommèrent leurs déléguées et demandèrent appui au Comité local de libération en la personne de son Président. Les pourparlers furent longs et les paroles échangées vives ; le maire reconnut le manque de ravitaillement local, mais il dit cet acte anarchique et ne le prend pas à sa responsabilité. Plus de 100 ménagères manifestent, attendent, s'impatiente, grondent. Il faut une décision : ou oui ou non. Sous cette pression populaire il abandonne. Enfin, les enfants et les vieillards pourront savourer un œuf, plaisir qu'ils n'ont pas eu depuis deux ans.

Les paysans sont à féliciter car le collectage restant dans la commune ils ont apporté 750 œufs au lieu de quelques douzaines comme à l'ordinaire.

M. Peymel ne se considère pas comme vaincu car il a porté plainte à la Préfecture, au Ravitaillement, à la Gendarmerie. Ménagères, unissez-vous et en manifestant s'il le faut à nouveau, par votre unité, prouvant ainsi votre solidarité avec vos déléguées et les dirigeants du Comité local de libération.

Paul COURT.

LA CRISE ANGLAISE

Qu'attendent en France le parti communiste et le parti socialiste et la C.G.T. pour en faire autant ? Est-ce les élections ? mais précisément le parti travailliste a rompu la coalition avec ses conservateurs avant les élections. C'est la seule façon de permettre au peuple de s'exprimer avec clarté, et le peuple français, plus que tout autre, a besoin de clarté.

ROUGEMONT.

REVUE DE PRESSE

Van Acker, chef du gouvernement belge, qui va des catholiques aux communistes, a prononcé un discours radiodiffusé dans lequel il a déclaré : La grève actuelle a un caractère politique, de dois vous le dire, l'heure est grave. Nos stocks de produits alimentaires sont virtuellement inexistantes. La grève générale entraînerait le chaos dans tout le pays. Le gouvernement, dans son ensemble et sans une seule exception, a décidé qu'à partir d'aujourd'hui les grèves seront interdites pendant une durée de trois mois.

Répliquant à la mobilisation civile, le syndicat des mineurs de Belgique a déclaré qu'il ne tolérerait pas l'arrestation des responsables syndicaux qui ont assumé la responsabilité de la grève. (« Le Populaire », 23 mai 1945.)

Tandis que le socialiste Van Acker prend une position nettement anti-ouvrière, appuyé par ses ministres socialistes et communistes, les syndicats doivent, sous la pression de la misère, se dresser contre lui.

Les travailleurs belges apprennent à connaître les fruits de la collaboration de classe.

SUR LE FRONT INTERNATIONAL

LIBERTÉ DES PEUPLES à disposer d'eux-mêmes

La deuxième guerre impérialiste est terminée en Europe, et partout les peuples, abusés par les belles formules humanitaires de nos dirigeants, pensent qu'ils auront enfin droit à la parole. Les peuples coloniaux plus que tous les autres, puisqu'ils sont opprimés depuis plus longtemps que nous, aspirent enfin à vivre dignement, à ne plus être privés de leurs droits à ne plus se voir uniquement de chair à canon.

Mais le régime capitaliste, incapable d'assurer un minimum de bien-être et de liberté aux populations métropolitaines, ne tient pas du tout à en accorder aux populations coloniales, ni surexploitées à outrance, ni rapportant d'immenses profits.

« Graves incidents à Sétif » (les journaux), et voilà qu'en Algérie le sang des indigènes coule à flots, simplement parce qu'ils ont faim ; il n'y a même pas eu d'élections municipales dans nos trois départements et, depuis novembre 1942, la IV^e République est rétablie en Algérie ; mais rien, absolument rien n'a changé pour les travailleurs algériens, les mêmes colons, les mêmes fonctionnaires ou d'autres continuent à leur tondre méthodiquement la laine sur le dos.

« Nous sommes prêts à défendre les musulmans d'Algérie, mais nous ne pouvons pas admettre que soit discutée la présence de la France dans nos trois départements d'au delà de la Méditerranée », déclarait au Populaire (18-5-45) Pierre Bloch, président de la Commission des affaires musulmanes de l'Assemblée consultative !

« Nous maintiendrons l'ordre et réprimerons l'agitation de centaines d'éléments nationalistes », déclare Adrien Tixier, ministre de l'intérieur. L'ordre, c'est-à-dire la noyade dans le sang des légitimes revendications des indigènes ; « défense des musulmans », c'est-à-dire défense des intérêts des gros notables indigènes contre les revendications des fellahs.

Voilà comment des socialistes conçoivent la liberté pour des peuples à disposer d'eux-mêmes. Qu'espèrent alors de ceux qui sont les représentants directs des puissances d'argent.

Assez d'hypocrisie (!). La présence de la France n'est pas plus indiscutable en Algérie que la présence de tout autre occupant dont le but est de surexploiter le pays à son profit ; elle n'aura un sens que le jour où, libérés de leurs propres exploiters capitalistes, les travailleurs français apporteront la liberté et l'indépendance aux travailleurs nord-africains.

Mais en attendant, nous devons soutenir de toutes nos forces les travailleurs nord-africains et empêcher que l'on extermine l'avant-garde du prolétariat algérien en dissimulant ses organisations, telles que le P.P.A. (parti du peuple algérien), avec le P.P.A. (parti populaire algérien), d'essence fasciste.

Camarades, n'oublions pas que nous devons être solidaires des ouvriers algériens et lutter avec eux pour la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes

PRAT.

EN MARGE D'UNE COMÉDIE

A SAN-FRANCISCO

Le steeple-chase de San-Francisco semble terminé ; à vrai dire on ne sait pas très bien, car les incidents y ont été si nombreux et les obstacles ont été éliminés successivement tant de concurrents qu'il est difficile actuellement de faire le point.

Avant le départ.

Dès les engagements pour la course avaient donné lieu à quelques incidents notables. Les organisateurs de la course, uncle Sam, John Bull et leur grand confrère de l'Est, escamotèrent fermement que la célèbre prima donna (pour parler comme Roosevelt) Marianne se joindrait à eux pour organiser ce fameux steeple. Au dernier moment, celle-ci fit savoir qu'elle se refusait.

La liste des engagés, déjà fort longue, s'accrut à la dernière minute de quelques remarquables « pur sang ». On remarqua spécialement un bel alican des pampas, Argentine, qui dut être soigné à une expertise, car certains prétendaient qu'il avait été maquillé et qu'on pouvait encore apercevoir sur sa robe quelques croix gammées mal effacées. Après examen, les experts décidèrent de passer l'éponge.

Le cheval, Syndicat international, qui avait demandé son engagement, dut rester à l'écurie au grand dam de ses nombreux partisans.

Sur la ligne de départ.

Dès leur rassemblement sur la ligne de départ il était évident que la lutte allait se circonscire entre 3, 4 ou même peut-être 5 « pur sang ». Le cheval U.S.A. fit une très grosse impression et l'habileté de son jockey Stalinius, jointe aux qualités exceptionnelles de sa vigueur musculaire, firent de lui le grand favori de l'épreuve. On remarqua fort également le cheval Empire Britannique aux énormes proportions, mais qui semblait un peu faible de pattes. Il semblait un peu surentraîné et certains disaient hors de forme. Ce célèbre cheval, qui avait triomphé dans tant d'épreuves, semblait encore un peu vieilli. Tiendra-t-il la distance ? Quant au cheval U.R.S.S., nouveau venu dans les épreuves de ce genre, il abordait visiblement le carrefour en d'excellentes conditions, quoique sa taille fût encore un peu petite, notamment en comparaison du cheval U.S.A. Parmi les outsiders, citons encore Fleur de Lotus et Carmagnole De Gaulle. Le reste du lot couperait de petits « pur sang » nerveux et rageurs.

Le départ.

Dès que le starter Truman eut donné le signal du départ, la course commença. L'écurie Amérique, emmenée par son leader U.S.A., mène la danse. En deuxième position, U.R.S.S. et Empire Britannique ; non loin de là, Fleur de Lotus et Carmagnole, qui semblent un peu nerveux et caracolent par trop. Son jockey, Bideault, s'efforce de bien tenir en mains cette pouliche qui semble un peu sous-alimentée et dont il faut ménager les forces.

La course.

Presque aussitôt il apparaît avec évidence que le cheval U.R.S.S. est très contré. Le train est vif. Déjà on approche du premier obstacle. Il s'agit de la rivière Pologne. La lutte est sévère entre U.S.A. et U.R.S.S. Va-t-on aborder l'obstacle par le côté droit connu sur ce parcours sous le gouvernement de Londres ou par le côté gauche appelé gouvernement de Lublin ? Une habile manœuvre de U.R.S.S. essaye d'entraîner tout le monde sur le côté gauche. Au dernier moment, un vigoureux redressement de U.S.A. et d'Empire Britannique empêche la réussite de la tactique d'U.R.S.S., et tout le monde saute tant bien que mal vers le milieu, non sans laisser sur le carreau 16 concurrents qui sont perdus. Dieu sait où, dans les marécages appelés Moscou. La barrière Autriche est franchie tant bien que mal, et le peloton se regroupe avant d'aborder la haie Veto, suivie à peu d'intervalle du fossé Trieste.

L'incident.

Au moment du franchissement de ces deux obstacles, le peloton était si serré et la lutte si sévère qu'une confusion s'en suivit, ce dont profitèrent des mauvais plaisants pour entrouvrir des barrières qui empêchaient les chevaux de s'égarer sur de fausses pistes. De ce fait, U.S.A., suivi de toute l'écurie Amérique, prenait la boucle de droite, U.R.S.S. celle de gauche, tandis que de nombreux pur sang, ne sachant à quelle piste se viser, caracolent sur place ou subvalent à distance l'une et l'autre piste. Le cheval Carmagnole et quelques autres poursuivirent la piste du milieu.

Dans les tribunes.

Les peuples rassemblés dans les tribunes se rendirent compte à ce moment que quelque chose de pas ordinaire venait de se passer. Une grande agitation s'en suivit que le service d'ordre put difficilement contenir. Les Yougoslaves manifestèrent au cri de Trieste, Trieste, sous la direction de leur leader Tito, cependant que le service d'ordre du sheriff Alexander s'efforçait de rétablir le calme. A noter également l'agitation des Anglais au cri de « Churchill, démission », des Français, des Syriens, des Algériens etc.

Profitant du désarroi, l'escroc bien connu Trust est parti avec la caisse qui contenait les paris et les enjeux. Il est mollement recherché. La course continue, on ne sait pas où on en est. Le steeple-chase de San-Francisco, mal parti, n'est pas arrivé. Cet échec ne nous étonne pas. Nous savons qu'il en sera ainsi chaque fois que le steeple international sera mené par l'agence Capitalisme & Co.

SOUDRAN.

mands à la démocratie. En particulier, circulent dans les rues de Munich dans les gros industriels de Munich (aux de luxueuses automobiles, machant du qu'ils on est « obligé » de faire appel pour la reconstruction) se signalent à américains, abondamment pourvus de l'attention. Leur adhésion brusque, mais sans réserve, à l'hitlérisme, en mars 1933, leur avait valu le surnom de « violettes de mars ». Aujourd'hui on les nomme les « lys de mai ». Ils

Ne laissons pas enterrer L'AFFAIRE POIDEBARD !

Demandons une enquête publique !
Les noms des 500 patrons anti-sociaux !
Un double des dossiers fourni au personnel de l'usine (délégués syndicaux et délégués du personnel) !
Les fiches remises immédiatement aux ouvriers intéressés !

CHEZ LES FONCTIONNAIRES

La Fédération des fonctionnaires du Rhône a dans une réunion fait le bilan de l'action syndicale menée dans le mois de mai. Les grèves étaient dans l'ordre du jour. En ce qui concerne celle du 1^{er} mai, les délégués ont voté à l'unanimité une motion de défiance à l'égard de la commission exécutive de la Fédération générale des fonctionnaires pour blâmer le contre-ordre de grève qu'elle avait lancé. Contre-ordre qui, d'ailleurs, n'a pas été suivi dans le Rhône. Ils ont demandé la convocation d'un Congrès national qui élitra démocratiquement une nouvelle C. E. Tous se sont mis d'accord pour attribuer à l'échec partiel de grève des 14 et 16 mai un manque de coordination entre l'U.D. et le cartel des Services publics : un effort sera fait dans ce sens. Pour une plus large coopération à l'échelle nationale, un projet d'union de la F.G.F. de la Fédération postale et du Cartel national des S.P. a été présenté. Si ce bloc se fait, l'action syndicale des fonctionnaires sera portée à son maximum.

Tous les délégués ont montré un esprit combattif de bon augure, à l'exception du délégué des inspecteurs des Finances qui a voulu démontrer mathématiquement que les grèves gênent le gouvernement (sans elles, les échelles de traitements seraient sorties beaucoup plus tôt) et il a annoncé que pour son syndicat la grève serait toujours une action symbolique ; il a même osé dire que les auxiliaires n'avaient aucune raison de faire grève, le gouvernement étant au contraire de leur situation puisqu'il y a vingt ans qu'ils réclament leur titularisation. Heureusement, ces sages paroles ont été désapprouvées par l'Assemblée entière qui a réagi même assez vivement.

Des décrets concernant les auxiliaires ont paru à l'Officiel et la déception a été grande tant en ce qui se rapporte à la titularisation qu'aux échelles de traitement.

Dans l'esprit du ministre, les auxiliaires qui sont employés d'une façon permanente dans les administrations doivent être titularisés. Dès lors, cet axiome étant posé, on ne comprend plus les conditions de titularisation fixées par le décret : 10 ans de présence, 35 ans d'âge ; quant aux traitements, ils apparaissent dérisoires.

Les auxiliaires ont manifesté leur premier mécontentement en envoyant à la Fédération générale des fonctionnaires une motion demandant que les conditions de titularisation soient ramenées à 5 ans de présence et 25 ans d'âge et que les traitements soient alignés sur les salaires des entrepreneurs privés. La motion a été votée à l'unanimité, ces revendications apparaissant raisonnables.

Les auxiliaires pensent obtenir satisfaction dans un délai rapide. N'est-ce pas trop espérer ?

LA VOIX DU LECTEUR

Un lecteur nous écrit : ... C'est avec un plaisir indescriptible que j'ai lu les premiers numéros de votre journal. Vous êtes les premiers, à ma connaissance, à avoir élevé la voix prolétarienne au milieu du concert des esclavagistes de tous poils. C'est un honneur pour tous. X. (Gironde).

SOUSCRIPTION PERMANENTE

- Un camarade de Rouen... 200
- Albert Werdelm (Grenoble) 100
- Les amis du « Front Ouvrier » (Usine Berliet)... 345
- Trois dons anonymes... 1.120
- M. Wenfeld (Paris 2^e)... 30
- R. Kremer (St-Etienne)... 50
- Deux ouvriers des Câbles de Lyon... 75
- Villon, instituteur dans le Rhône... 50
- Vidaiguche, instituteur dans la Creuse... 50
- Un groupe d'anciens F.T.P. etc... 2.240

Camarades, pour que vive ce journal qui est le vôtre : Soutenez-le ! Abonnez-vous !

CAMARADES, ABONNEZ-VOUS :

- 6 mois 1 an
 - 30 fr. 50 fr.
- Adressez vos versements à :
— Lyon C. C. P. 1749-55 —
Mlle E. LERAVAT, modiste
34, rue Molière, Lyon (6^e)

LES GRÈVES

(SUITE DE LA PAGE 1)

La charge de la reconstruction retombe tout entière sur ses épaules, les mesures financières le frappent exclusivement, les salaires sont bloqués, les nationalisations sabotées ; par contre, les denrées ne cessent de se raréfier, les prix montent, à commencer par les cours les plus officiels (pain, tabac, etc.).

A cette politique d'affameurs, les ouvriers ont répondu, ils ont retrouvé la véritable voie ; au patronat exploiteur, au gouvernement de classe, ils ont fait la seule réponse possible.

Combien est significative cette coïncidence de la reprise de l'action de classe avec les élections, si mal posé qu'en ait été le principe : la classe ouvrière a repris confiance en elle et a reconnu la voie de son destin.

Vive l'action revendicative ! Travailleurs, formez vos comités de gestion effective, préparez la société socialiste de demain !

Nolteval & Pénerrier S. A., Lyon. — 31-4077
Dépôt légal : 2^e trimestre 1945, n° 365.
Gérant : Mme BUEFARD.
Tirage de ce numéro : 5.000 ex.